COMMUNE DE SCIECQ
PROCÈS-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 17 octobre, à 20h30, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BEAUDIC, Maire.

Date de la convocation : le 11 octobre 2022

Nombre de conseillers : en exercice : 12, présents : 10 , votants : 12

Présents :

Mesdames VENTURINI Séverine, LEFEBVRE Hélène, AYMÉ Sophie
Messieurs BEAUDIC Jean-Michel, BILLARD Patrice, MAURY Anthony, GODET
Guy-Marie, PHILIPPE Jean-Pierre, COURTECUISSÉ Vincent, JARRY Claude

Absent(e)s excusé(e)s :

Madame CLANCIER Catherine donne pouvoir à M. GODET Guy-Marie
Madame QUEIROS Élodie donne pouvoir à M. MAURY Anthony

Secrétaire : Madame LEFEBVRE Hélène

Début de séance : 20h30

ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est le suivant :

- 1- Approbation du compte rendu de la réunion du conseil municipal du 19 septembre 2022.
- 2- Débat sur le projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme intercommunal déplacements (PLUi-D).
- 3- Ouverture de poste d'adjoint technique principal de 2ème classe pour l'emploi d'agent de garderie et de gestion et d'entretien des locations de salle.
- 4- Choix du type de nomenclature M 57.
- 5- Participation à la mise en concurrence du contrat d'assurance des risques statutaires.
- 6- Convention fourrière pour les animaux / campagne de stérilisation.
- 7- Suppression du CCAS et dissolution du budget.
- 8- Diagnostic énergétique des bâtiments communaux et pan d'actions à mettre en place.
- 9- Espace multisports : choix de l'implantation des parcours santé et renforcement musculaire.
- 10- Arrêt de la publication communale « La Gazette de Sciecq ».
- 11- Informations.
- 12- Questions diverses.

Point 1 : Approbation du compte rendu du conseil municipal du 19 septembre 2022

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, approuve le procès-verbal de la séance du 19 septembre 2022 tel que présenté.

Point 2 : Débat sur le projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme intercommunal déplacements (PLUi-D). (DEL2022-38)

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-5 et L.153-12 ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Niortais annexés à l'arrêté préfectoral du 8 février 2019 ;

Vu la délibération du 14 décembre 2015, portant prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Déplacements (PLUi-D) et modalités de concertation ;
Vu la délibération du 14 décembre 2015, portant définition des modalités de collaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Déplacements (PLUi-D);
Vu le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi-D débattu lors du conseil d'agglomération du 7 février 2022 ;

Conformément à l'article L. 153-12 du Code de l'Urbanisme, le conseil d'agglomération de la Communauté d'Agglomération est appelé à débattre du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du projet de PLUi-D tout comme le conseil municipal de chaque commune membre de la Communauté d'Agglomération au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLUi-D.
Ce débat ne fait pas l'objet d'un vote.

Conformément à l'article L. 151-5 du Code de l'Urbanisme, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi-D présenté en annexe de la présente délibération ont été établies sur la base d'un diagnostic territorial prospectif à l'échelle de la Communauté d'Agglomération du Niortais.

Ce Projet d'Aménagement et de Développement Durables définit une vision d'avenir pour le territoire autour de 4 axes :

- AXE 1 : Une Agglomération à taille humaine aux fonctions métropolitaines affirmées au sein d'une organisation respectueuse des équilibres
- AXE 2 : Un développement des fonctions urbaines respectant et valorisant le cadre de vie
- AXE 3 : Le déploiement d'une offre de mobilité pour tous
- AXE 4 : Un environnement de haute valeur écologique et paysagère, à préserver et valoriser, dans le cadre de la transition écologique

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Prendre acte de la tenue du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi-D de la Communauté d'Agglomération du Niortais, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.
- Autoriser le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Après débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi-D de la Communauté d'Agglomération du Niortais, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme (voir le document en annexe) et après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

-prend acte de la tenue du débat sur les orientations du PADD de la CAN et autorise le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Point 3 : Ouverture de poste d'adjoint technique principal de 2ème classe pour l'emploi d'agent de garderie et de gestion et d'entretien des locations de salle. (DEL2022-39)

L'agent en charge de l'entretien et des locations de salles a repris en complément de celles-ci les fonctions de garderie. Après avis du Comité technique du Centre de Gestion des Deux-Sèvres, le poste est passé de 28h00 à 35h00 hebdomadaire.

Monsieur le maire informe l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il est proposé au Conseil municipal, pour l'emploi d'agent de garderie et de gestion et d'entretien des locations de salles :

1 - La création d'un emploi au grade d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps complet à compter du 17 octobre 2022.

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire, s'il ne peut être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent non titulaire dont les fonctions relèveront de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3 et suivant de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe.

2 - De modifier le tableau des emplois.

3 - D'inscrire au budget les crédits correspondants

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal autorise :

1 - La création d'un emploi au grade d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps complet à compter du 17 octobre 2022.

2 - De modifier le tableau des emplois.

3 - D'inscrire au budget les crédits correspondants

Point 4 : Choix du type de nomenclature M 57. (DEL2022-40)

Dans le cadre du passage à la nomenclature comptable M 57 il convient de faire le choix entre un plan comptable abrégé et un plan comptable plus complet.

Le principal avantage de la nomenclature abrégée est de réduire le nombre de comptes et de subdivisions.

Pour un détail plus important, en particulier des postes de charges, la comptabilité analytique devra permettre de suivre les dépenses de manière plus détaillée.

Il revient au conseil municipal de délibérer sur ce sujet.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal décide de retenir la nomenclature M57 abrégée.

Point 5 : Participation à la mise en concurrence du contrat d'assurance des risques statutaires. (DEL2022-41)

La commune est actuellement adhérente au contrat groupe proposé par le CDG pour les risques statutaires liés au personnel (décès, invalidité, maladies).

Ce contrat arrive à échéance au 31 décembre 2023 et le CDG lance une consultation pour un nouveau contrat au premier semestre 2023.

Il revient au conseil municipal par délibération de décider d'adhérer à la démarche du CDG.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'adhérer à la démarche du CDG79.

Point 6 : Convention fourrière pour les animaux / campagne de stérilisation.

En l'absence de retour de la ville de Niort sur le projet de convention, ce point est reporté au prochain conseil municipal.

Point 7 : Suppression du CCAS et dissolution du budget. (DEL2022-42)

La possibilité pour les communes de moins de 1 500 habitants de dissoudre leur centre communal d'action sociale (CCAS) a été instituée par la loi NOTRe du 7.08.2015. Ainsi, conformément à l'article L. 123-4 du Code de l'action sociale et des familles, le CCAS peut être dissous par simple délibération du conseil municipal (le conseil d'administration du CCAS n'a pas à délibérer en la matière).

Après dissolution, la commune soit, reprend directement les anciennes missions exercées par le CCAS, soit transfère en tout ou partie ces missions à un CIAS.

Dans la mesure où le CCAS ne porte plus la gestion de la Résidence autonomie il apparaît plus simple de procéder à la suppression du CCAS et de transférer ses missions à la commune dans le cadre de la commission des affaires sociales.

En la circonstance cette commission pourrait être élargie avec leur accord aux membres du CCAS non conseillers municipaux.

Il revient au conseil municipal de délibérer sur cette question.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

- de dissoudre le CCAS au 31 décembre 2022 ;
- d'exercer directement cette compétence ;
- de transférer le budget du CCAS dans le budget de la commune.

Point 8 : Diagnostic énergétique des bâtiments communaux et plan d'actions à mettre en place.

Dans le cadre du dispositif AMEC mis en place par la CAN, le binôme composé d'un conseiller municipal et d'un technicien de la commune avec le concours du CRER a permis la réalisation d'un diagnostic énergétique des bâtiments communaux.

Ce diagnostic est aujourd'hui disponible et a permis à la commission des travaux de proposer un plan d'actions à engager à court terme.

Claude JARRY membre de la commission des travaux présente le plan d'actions :

- retour au tarif bleu pour l'abonnement électrique de la salle polyvalente ;
- réaménagement intérieur et travaux d'économie d'énergie (isolation, PAC air-air) de la salle du Carillon avec un espace dédié aux douches et commodités pour le personnel technique et un espace de réunion pour les associations ;
- remplacement des chauffe-eaux des bâtiments communaux en chauffe-eaux instantanés d'une plus petite contenance ;
- remplacement des corps de thermostats de certains radiateurs de la mairie et de la garderie ;
- remplacement à long terme de la chaudière, aujourd'hui en bon état.

Dans le cadre des financements proposés par le SIEDS, il conviendra de réaliser un audit préalable aux travaux nécessaire pour les demandes de subvention.

Une nouvelle réunion est prévue avec le CRER pour présenter les différentes aides possibles.

Tous ces éléments seront à prendre en compte pour la confection du budget primitif 2023.

Point 9 : Espace multisports : choix de l'implantation des parcours santé et renforcement musculaire. (DEL2022-43)

Pour l'installation de la plateforme du citystade, Claude JARRY précise que l'entreprise a été contactée pour une intervention pendant les vacances de la Toussaint. Celle-ci doit être relancée.

La commission a étudié deux emplacements possibles du parcours santé, soit sur l'espace vert à côté de l'église, soit sur l'espace vert allée de l'Abbé Suire. Elle propose de retenir l'espace vert situé à l'Abbé Suire en raison de son accessibilité.

Ce parcours santé comprendra une station de renforcement musculaire, un vélo elliptique et un handbike.

Anthony MAURY préconise de communiquer auprès des habitants sur ces futures installations par le biais d'une newsletter.

Après délibération, et à l'unanimité, le Conseil Municipal retient l'installation du parcours santé sur l'espace vert allée de l'Abbé Suire.

Point 10 : Arrêt de la publication communale « La Gazette de Sciecq ». (DEL2022-44)
--

Les membres de la commission culture ont échangés sur l'intérêt de maintenir la publication communale du magazine « La Gazette de Sciecq ».

Au regard des difficultés ci-dessous la commission propose de supprimer sa publication :

- difficulté à produire une gazette dans les temps ;
- manque de disponibilité pour les membres de la commission pour contribuer à la création du contenu ;
- interrogation sur le nombre de lecteurs ;
- nécessité de contribuer à la sobriété énergétique et écologique
- faire des économies

Patrice BILLARD, président de la commission, précise que la commune possède deux autres moyens de communication que sont le site internet et la newsletter.

Sophie AYMÉ propose d'éditer la newsletter en format A3 plutôt qu'en format A5 car la police est trop petite.

Séverine VENTURINI pense qu'il serait opportun de renommer la newsletter et propose l'intitulé « petite gazette ».

Pour continuer à promouvoir les associations de la commune, qui sont par ailleurs présentes sur le site internet, la newsletter serait l'outil adapté.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'arrêter la publication communale de la « Gazette de Sciecq », de renforcer la parution de la newsletter et de lui donner l'appellation « Petite Gazette »

Point 11 : Point complémentaire à l'ordre du jour : Les illuminations de Noël
--

La commission travaux s'est interrogée sur la reconduction des décorations de Noël pour cette année en raison des augmentations des coûts de l'énergie. Elle propose de réitérer son installation par les agents de la commune mais sur un calendrier et des

horaires plus restreints que l'an dernier. Elle propose aussi de ne décorer que le sapin et la médiathèque.

Les membres du Conseil Municipal considèrent à la majorité, que les illuminations de Noël 2021 doivent être maintenues afin de conserver l'esprit chaleureux des fêtes de fin d'année mais que le calendrier soit limité et que les horaires d'allumage soient réduits. L'église sera également illuminée cette année.

Une communication sera faite auprès des Sciecquois.

Point 12 : Point complémentaire à l'ordre du jour : Désignation d'un conseiller municipal correspondant incendie et secours (DEL2022-45)

En application de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021, dite loi MATRAS, visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, précisée par le décret n° 2022-1091 du 29 juillet 2022, le « conseiller municipal correspondant incendie et secours » a été créé.

Le « correspondant incendie et secours », interlocuteur privilégié du SDIS, peut, sous l'autorité du Maire :

- participer à l'élaboration et la modification des arrêtés, conventions et documents opérationnels, administratifs et techniques du service local d'incendie et de secours qui relève de la commune ;
- concourir à la mise en œuvre des actions relatives à l'information et à la sensibilisation, des habitants de la commune, aux risques majeurs et aux mesures de sauvegardes ;
- concourir à la mise en œuvre des obligations de planification et d'information préventive de la commune ;
- concourir à la définition et à la gestion de la défense extérieure contre l'incendie de la commune.

Il lui appartient d'informer périodiquement le conseil municipal des actions menées.

Il revient au conseil municipal de désigner correspondant incendie et secours.

Claude JARRY propose d'être le correspondant incendie et secours de la commune.

Après délibération et à l'unanimité, le Conseil Municipal désigne Claude JARRY comme correspondant incendie et secours.

Point 13 : Informations diverses

- Information de Patrice BILLARD (adjoint délégué à la commission culture) :

- Les résultats des relevés des radars pédagogiques seront exploités et diffusés auprès des Sciecquois dans une newsletter.

Hélène LEFEBVRE souhaite également faire le point sur les priorités à droite qui sont encore en zone de test.

Claude Jarry précise que ce dernier point sera pris en compte dans la construction, par ID 79, du plan global de circulation de la commune

Point 14 : Questions diverses

Aucune question n'a été posée.

La prochaine réunion du conseil municipal aura lieu le 21 novembre 2022.

La séance est levée à 22h45 par Monsieur le Maire.

Signature du Procès-Verbal

Nom prénom	Emargement
BEAUDIC Jean-Michel, Maire	
LEFEBVRE Hélène, secrétaire de séance	